

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Beau comme un sou neuf

LE PREMIER ARTICLE DE NOTRE SERIE :

Mairie de gauche :
2 ans de gauche
Voir page 8

Nationalité : musulman ...

Nous continuons la publication de l'interview d'Ilan Halevi, journaliste israélien antisioniste
Voir page 6

Marchais, Berlinguer à Marseille

Une convergence toute artificielle

SANS être un flasco, le meeting Marchais-Berlinguer aura été loin d'être l'« événement » de la campagne européenne qu'avait annoncée à l'avance la presse régionale du PCF. Des 40 ou 50 000 personnes attendues, moins de la moitié s'étaient déplacées. 15 à 20 000 disent les habitués du ballon qui connaissent bien le stade vélodrome de Marseille. Encore faut-il noter que des cars avaient amené de la région de la Vaucluse, de l'Hérault et de l'Etang de Berre.

Le speaker a beau annoncer des embouteillages monstres du Vieux-port jusqu'à Castellane, les absents ne viendront pas. C'est donc devant des gradins clairsemés que fut annoncée à 16 heures l'arrivée de Marchais et Berlinguer.

Hymnes nationaux italien et français (surtout pas l'Internationale...), présentation de Guy Hermier, puis discours de Berlinguer. Manifestement, ce discours était attendu avec intérêt. Prémature en français et en italien, il y a beaucoup d'Italiens dans l'assistance, puis une demi-heure d'exposé de la cuisine électorale italienne. Rien sur les luttes. Rien sur la vie des travailleurs. Mais un coup de chapeau à la police italienne « défenseur de la République ».

Un thème principal, c'est

d'ailleurs le thème général de toute la propagande du PCI : « Pas de gouvernement sans PCI ». Berlinguer réclame ainsi sa participation au pouvoir côte à côte avec la démocratie chrétienne.

En un quart d'heure, à la fin, le secrétaire du PCI traitera brièvement de la politique internationale. Il est évident que c'est d'un commun accord que ce sujet épineux entre les deux partis sera passé très rapidement. Berlinguer est quand même obligé d'admettre les divergences entre les deux partis : « Celles de l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne, la Grèce et le Portugal ou les pouvoirs du Parlement européens dont nous pensons qu'ils doivent être renforcés ».

Du discours de Marchais peu de choses à dire de nouveau si ce n'est que, là aussi, les points de désaccords étaient systématiquement et artificiellement passés sous silence : une grande discrétion sur les pays de l'Est. On sait ce qu'en pense le PCI. Un silence beaucoup plus significatif surtout : aucune critique à l'égard de la social-démocratie, on sait également que le PCI a fait savoir son intention de siéger dans le groupe socialiste au Parlement européen.

Serge FOREST

Sollac, Solmer, les grèves continuent dans la sidérurgie

Voir page 3

La lainière de Roubaix occupée

Roubaix, correspondant

LA Lainière de Roubaix (3 000 travailleurs) s'est mise en grève avec occupation dans la nuit de jeudi dernier. Cet événement, (même en 1968, il n'y avait pas eu d'occupation), quelle qu'en soit l'issue ne sera pas sans conséquence sur l'avenir des luttes à Roubaix-Tourcoing, surtout dans le textile.

LE RÉCIT DE LA LUTTE

Comme nous l'avons relaté dans notre précédente édition, le mouvement de grève est parti spontanément lundi passé de l'atelier de « filature anglaise », principalement contre les charges de plus en plus lourdes. Il faut savoir en effet, qu'une ouvrière de la filature anglaise manie actuellement par jour quinze tonnes, oui, quinze tonnes de produits et qu'elle peut toucher après seize ans de présence seulement 2 200 F par mois !

Mardi, la grève s'étendait et concernait 500 personnes. Mercredi midi, il était décidé de manifester dans les ateliers pour généraliser le mouvement (1 000 grévistes). Dans la nuit, les grévistes décidaient d'occuper l'usine et d'installer un piquet de grève. Jeudi, grève totale. Enfin, vendredi après-midi, la direction acceptait d'ouvrir des négocia-

tions.

La colère des travailleurs est très vive contre le projet de la direction de réduire les salaires en fixant des conditions draconiennes pour l'obtention des primes.

Une réelle convergence de lutte se dessine au niveau du groupe : ainsi, on apprenait que dès mercredi, la filature de la Chaussée Curie à Tourcoing débrayait à 100 %. Hier, lundi, elle était encore en grève ; Watrelos, St-Maclou partaient en grève sur des revendications salariales. Chez Phildar à Roubaix, même chose à propos de mutations. Des bruits couraient qu'à la Lainière des Francs, à Cauliez-Delaoutre (Tourcoing), ça bougeait. Vendredi après-midi, une délégation de la Lainière de Cambrai venait témoigner de la solidarité active (débrayages) des travailleurs du groupe.

Le patron a peur de l'extension du mouvement : les stocks s'épuisent dans les usines de Tourcoing qui travaillent avec la Lainière. C'est sans doute la raison pour laquelle Derveloy, le PDG, est revenu vendredi de l'étranger pour conduire les négociations menées jusqu'alors par Chaussulier, son bras droit, officiellement chargé (ne riez pas) des « relations humaines de l'entreprise ».

UN ENNEMI FÉROCE QUI NE DÉSARME PAS

Dès jeudi matin, début de l'occupation, un cadre de l'équipe de nuit, un certain Marcellin (comme le ministre), faisait prendre par un huissier les noms de dix-huit immigrés du piquet de grève. Ces dix-huit travailleurs étaient assignés vendredi en référé pour atteinte à la liberté du travail. Vendredi matin, après quelques provocations, un délégué CFDT surprenait Palleut, haut cadre de la boîte, occupé à cisailer une clôture pour forcer le passage.

Vendredi après-midi, à l'issue des premières négociations, les patrons faisaient des concessions réelles à la condition suspensive que l'occupation soit levée. Et par ailleurs, ils promettaient l'intervention des flics lundi (hier matin) au cas où elle se poursuivrait.

Une assemblée générale d'information s'est tenue hier matin et décision a été prise de continuer l'occupation.

La grande aspiration qui se dégage de cette lutte est l'aspiration à l'unité des travailleurs. L'intersyndicale a bien senti cette aspiration en décidant jeudi de supprimer tous les badges et étiquettes des différents syndicats pour ne laisser apparaître qu'une seule réalité, des délégués, quels qu'ils soient, unis pour défendre au mieux les intérêts des travailleurs. Bien

sûr, il y a sûrement des divergences dans l'intersyndicale, de la même façon qu'il y a des contradictions au sein de la classe ouvrière.

Entre cette ouvrière qui dit vendredi, « moi, j'ai quatre gosses ; je ne peux pas continuer la grève, je veux reprendre » et cet immigré qui lui répond : « Moi, j'en ai huit, mais ça ne peut plus continuer comme ça ; justement, il faut que ça change, il faut y aller », la contradiction est réelle. Le seul moyen pour la résoudre, c'est la discussion, l'explication. L'intersyndicale l'a bien compris, qui a organisé vendredi soir, un débat en assemblée générale sur les propositions patronales. Tous les avis ont pu s'exprimer et la décision de continuer l'occupation est prise par un vote à main levée.

Hier matin, lundi, des travailleurs de Curie, de la Redoute, de Stein et d'autres boîtes étaient là dès 4 heures, pour soutenir ceux de la Lainière contre l'intervention possible des flics et en fait, contre les interventions réelles des cadres. Cette solidarité peut se marquer aussi par des collectes auprès des autres boîtes, parce que le nerf de la grève, c'est la finance ; « si les femmes sont souvent contre les grèves, comme le disait une dame qui a passé 16 ans à la Lainière, c'est parce qu'elles ont à nourrir leur famille et c'est dur ! ».

Culturel

FESTIVAL DE CANNES

Gaumont superman du cinéma français

« Flic ou voyou », c'est Gaumont.

La Gaumont c'est aussi six films dans la sélection officielle du festival de Cannes, deux films hors compétition et un film dans *Perspectives du cinéma français*.

Cela reflète la position dominante de cette firme qui est la plus ancienne et la plus puissante du cinéma français. Regroupant production et distribution, la Gaumont détient un quasi monopole sur le cinéma français. Elle envisage actuellement de se redéployer sur les marchés européens puis mondiaux.

Nous donnons d'ailleurs dans notre prochaine édition des éléments sur Gaumont et les intérêts financiers qui sont derrière et sur sa place dans le marché du film en France.

A TRAVERS Gaumont, c'est l'envers de l'écran, et le fonctionnement du cinéma français que l'on peut voir. Un cinéma où il n'y a pas de place pour les petits, un cinéma où quelques grosses maisons de production qui assurent en même temps la distribution, se partagent le marché.

La Gaumont fait 300 millions de chiffre d'affaires par an. « Notre problème est bien de grossir » dit le directeur de cette firme en évoquant le chiffre d'affaires des firmes américaines de cinéma dont la plus petite à un milliard d'affaires de un milliard. Gaumont, non contente de dominer le marché français, veut dominer le marché européen, elle dispose d'une filiale en Italie.

Elle a une autre filiale au Brésil dont les actionnaires sont Soléx et Yves St-Laurent. Elle tente de conquérir le marché des Etats-Unis avec une « vitrine » dans le plus beau building de la cinquième avenue de New York, elle possède deux salles de cinéma sur le West-Side et deux fois par semaine à la télévision sur le câble de Manhattan (200 000 abonnés), la Gaumont diffuse, en association avec *Europe 1* des programmes et des films comme *Perceval le Gaulois* ou *La Dentel- lière*.

(avance les capitaux nécessaires à la réalisation), mais aussi elle distribue ces films vu qu'elle dispose d'un réseau de salles d'exploitation très important. Ce qui lui donne tout pouvoir pour saboter un film dont elle aurait acquis les droits de distribution. Ainsi *Flic ou voyou*, coproduit par la Gaumont et Belmondo, est diffusé dans vingt-huit salles Gaumont à Paris et en banlieue où il a fait 624 000 entrées en quatre semaines. Alors que la même Gaumont ne diffuse que dans une seule petite salle de deux-cents places le film *Navire Night* qu'elle n'a pas produit.

Les PDG de Gaumont ont les dents longues, ils voudraient faire comme leurs grands frères des USA, c'est-à-dire, être propriétaires des studios de production de la télévision et plus précisément, de la SFP. Ils auraient ainsi le monopole sur l'ensemble de la productions de films, ils pourraient imposer leurs prix aux acheteurs de films et imposer des conditions de travail encore plus dures aux travailleurs de l'audiovisuel.

UNE AFFAIRE QUI MARCHE

Gaumont qui produisait cinq à six films par an, il y a quatre ans, en produit maintenant quarante. Les bénéfices rentrent : 75 % proviennent de l'exploitation de son réseau de salles à 19 F la place ! Où réside-t-elle cette liberté de création dont nous parlent nos dirigeants quand on voit le monopole qu'exerce la Gaumont elle-même, propriété de grands monopoles industriels ?

Léon CLADEL

FLIC OU VOYOU

Non seulement la Gaumont produit des films

«Europe : solidarité des prolétariats et des peuples», meeting organisé par le PCRML et le PCML le dimanche 20 avril à Paris

Europe : unité des luttes, unité contre les superpuissances

C LASSE ouvrière et petite paysannerie en lutte contre l'exploitation capitaliste. Peuples soumis à la menace d'un nouveau conflit mondial. Tel est le visage de l'Europe pour les travailleurs, une Europe capitaliste convoitée par deux superpuissances rivales.

Dimanche 20 mai, le PCRML et le PCML réunissaient une millier de personnes dans la salle B de la Mutualité pour un meeting qui était le coup d'envoi de la campagne des marxistes-léninistes à l'occasion des élections européennes. Interventions reflétant les luttes que mènent les travailleurs en

Europe, montages diapositives, contribuaient à tracer le tableau concret de la réalité de l'Europe aujourd'hui. Les interventions centrales des camarades Robert Emery, membre du bureau politique du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, et du camarade Pierre Bauby, membre du bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste, (voir extrait ci-dessous), indiquaient la position des marxistes-léninistes sur l'unification de l'Europe capitaliste et les prochaines élections au Parlement européen (positions dont nous reparlerons dans nos prochaines éditions).



De gauche à droite, Thomas Wiechest, membre de la Ligue communiste d'Allemagne, ouvrier sidérurgiste chez Klöckner à Brême, Pierrot, ouvrier métallurgiste luxembourgeois, militant communiste marxiste-léniniste, Peppe Morrone, militant du mouvement des chômeurs de Naples, Jesus Casarus, ouvrier agricole, secrétaire du Syndicat des ouvriers agricoles de Navarre, membre élu du parlement régional de Navarre depuis les dernières élections.

Extraits de l'intervention de Robert Emery, membre du BP du PCRML

C' EST la bourgeoisie française qui licencie les sidérurgistes et quand elle envoie les forces de l'ordre pour les réprimer, les ouvriers de Lorraine ont pu se rendre compte de leurs propres yeux qu'ils ne portaient pas le vert de gris ni le casque à pointe mais bien l'uniforme des CRS et les gardes mobiles. (...) Nous sommes confrontés ensemble, ouvriers, peuples et révolutionnaires d'Europe, au combat contre nos propres bourgeoisies, mais aussi contre des bourgeoisies qui ont tissé entre elles de multiples liens. Il nous faut donc, nous aussi, tisser des liens multiples pour renforcer notre efficacité et notre expérience de la lutte pour

faire reculer les bourgeoisies et dans la suite révolutionnaire pour abattre le capitalisme... Les exemples de luttes communes et de soutien entre les ouvriers des différents pays sont nombreux : il n'est pas besoin de revenir sur la lutte des sidérurgistes allemands et belges. Plusieurs autres branches d'industrie ont déjà une certaine tradition... (...) La campagne du PCRML contre les revanchards allemands, sous couvert de défense des intérêts de l'industrie française, de patriotisme, est en fait du chauvinisme du plus mauvais goût : la direction du PCF utilise, aujourd'hui et avec beaucoup de cynisme, les souvenirs de la lutte antinazie

des vieux militants du PCF. Le secrétaire général de ce parti, Marchais, quant à lui, est en retard d'une guerre, c'était il y a quarante ans qu'il fallait lutter contre l'Allemagne ! Aujourd'hui le PCF détourne ses militants déçus par la défaite de mars 1978, démobilisés pour une part d'entre eux, contre l'Europe. Après la période « tout s'arrange avec le Programme commun et les nationalisations », c'est aujourd'hui la période « tout vers l'Europe »... Cette attitude du PCF peut lui permettre peut-être de récupérer les voix des mécontents, notamment dans les régions sidérurgiques et dans le midi de la France, mais en tout cas, elle détourne les travailleurs de la lutte con-

tre les responsables véritables de la situation actuelle en France, la bourgeoisie française. Cette attitude a, par ailleurs, une fâcheuse tendance, très fâcheuse tendance, à passer sous silence le danger bien réel celui là pour la paix que représente l'URSS. Cette attitude là, elle rend des services inestimables au social-impérialisme... Et pour nous, marxistes-léninistes, il est clair que l'Europe qui se construit aujourd'hui est celle des bourgeoisies européennes, pas celle des travailleurs, mais que nous le voulions ou non, sa construction est en route et il nous faut tenir compte de cette réalité...

Extraits de l'intervention de Pierre Bauby, membre du BP du PCML



A la tribune du meeting de gauche à droite : les camarades Bauby, Druésne, Ferreol et Pierret.

C E sont les bourgeoisies monopolistes de chaque pays qui réalisent l'union européenne. C'est pour défendre leurs intérêts de classe, fondés sur la recherche du profit maximum, que les bourgeoisies monopolistes ont créé et développé la Communauté économique européenne.

Chaque bourgeoisie monopoliste cherche à utiliser l'union européenne pour accroître sa domination dans l'industrie comme dans

Suite page 3

Suite de la page 2

l'agriculture, pour développer la restructuration monopoliste, pour s'attaquer aux conditions de vie et de travail des ouvriers, de la paysannerie laborieuse et des masses populaires.

L'Europe capitaliste est incapable de résoudre les problèmes que vivent les travailleurs, contrairement à ce qu'affirment UDF et PS. Mais est-ce l'Europe qui est responsable de la crise, des licenciements, de la restructuration capitaliste, de l'élimination des petits paysans ?

Non, le vrai responsable, c'est le capitalisme lui-même, dans chaque pays. Les licenciements, le chômage ne sont pas une conséquence directe de l'Europe en tant que telle. Ils sont une conséquence des lois du capitalisme. Avec ou sans Europe, la crise mondiale rejait sur la France avec tout ce qu'elle entraîne.

(...) La balance n'est pas égale entre les deux superpuissances. L'impérialisme américain, s'il dispose, en Europe, d'intérêts économiques et militaires importants, est aujourd'hui en déclin, sur la défensive.

Il a subi des défaites de la part des peuples du monde. Être évincé d'Europe ce serait pour lui être relégué à une position de second rang. Le social-impérialisme soviétique, au contraire, est à l'offensive, agressif. Il prépare activement la guerre mondiale inévitable dont il espère profiter pour étendre sa domination. S'il parle sans arrêt de détente et de paix, il multiplie ses préparatifs militaires, concentre des forces militaires gigantesques en Europe de l'Est, renforce chaque jour la présence de sa flotte de guerre dans l'Atlantique-Nord comme en Méditerranée.

(...) Défendre le point de vue de classe, c'est reconnaître que les peuples d'Europe ont intérêt à ce que, contre les superpuissances, se renforce l'unité des différents pays d'Europe.

L'union des pays de la CEE, son élargissement, constituent également un facteur positif qui permet le renforcement de la lutte solidaire des peuples européens contre les dangers de guerre, pour leur indépendance nationale.

Il faut être clair : l'existence de l'Europe, le renforcement de l'union européenne sont des facteurs de retardement de la guerre mondiale, sont des entraves réelles aux menaces d'agression du social-impérialisme soviétique et aussi aux manœuvres de l'impérialisme américain. Il en est de même des relations de toutes sortes, diplomatiques, commerciales, de la République populaire de Chine avec la CEE.

(...) Défendre le point de vue de classe, c'est appeler la classe ouvrière et les masses populaires à compter fondamentalement sur leurs propres forces pour lutter contre l'hégémonie, pour se préparer en prévision d'une guerre.

C'est ouvrir à construire l'unité des peuples européens dans la lutte de classe contre leurs bourgeoisies respectives et les deux superpuissances.

Oui, ce sont les peuples européens et leurs partis marxistes-léninistes respectifs qui joueront en définitive le rôle décisif dans la résistance aux deux superpuissances.

NICE

Les sidérurgistes de Fos aux marches du palais

Nice, correspondant

VENDREDI 18 mai, 11 h du matin, la Croisette à Cannes est envahie par un important dispositif de CRS armés de lance-grenades et équipés de boucliers. Hostilité de la population nimoise qui siffle les flics.

« On nous envoie l'armée, pourquoi pas les tanks ? », les bruits vont bon train dans les attroupements devant le festival. Les travailleurs de la SFP nous informent : « Ils se rapprochent, ils sont à Mandelieu ». D'ailleurs, les CRS baissent le grillage de leurs cars, et font dégager les camions de matériel contribuant à créer la psychose de la casse.

12 h 30 : Une nouvelle se confirme, l'émission de Danielle Gilbert, *Midi-Magazine*, qui a lieu chaque jour en direct de la Croisette pendant le festival de Cannes est supprimée sur ordre du ministère de l'Intérieur.

14 h : Les onze cars de ceux de la Solmer ont été bloqués à la bretelle de l'autoroute. Les travailleurs descendent alors et s'organisent en une manifestation combative qui parcourt le boulevard Carnot, jusqu'à la Croisette. Les travailleurs sont bloqués peu avant le Palais des festivals par un cordon de CRS armés jusqu'aux dents. Un délégué prend la parole pour expliquer le sens de leur lutte, contre le lock-out, contre les atteintes aux libertés syndicales, au droit de grève. Il s'adresse aux travailleurs de la SFP du cinéma et leur rappelle que, dans le passé, de nombreux films ont décrit la vie et la lutte des travailleurs. Il évoque « La Bataille du rail » qui obtint la palme d'or en 1946.

Une délégation est alors reçue par le sous-préfet, descendu de Grasse tout exprès. L'entrevue est filmée. Pendant ce temps, s'il in face aux CRS, interview de délégués à Radio Monte-Carlo. Le sous-préfet cède sur deux points : les travailleurs peuvent défiler sur la Croisette et il promet de contacter les pouvoirs publics pour plaider leur cause.

Les travailleurs, debout le poing levé, accueillent par une ovation, le retour des délégués. Drapeaux rouges claquant au vent, ils entonnent plus d'une fois l'Internationale. Le cortège s'ébranle devant les grands hôtels de la Croisette où descend la fine fleur de la bourgeoisie internationale. Entre les rolls et les Bentleys, les sidérurgistes auxquels s'étaient jointe une délégation de métallos cannois CFDT, font résonner leurs mots d'ordre : « Tout est à nous, rien n'est à eux, Solmer si tu continues, la classe ouvrière te battra les fesses », etc. et des chansons de leur composition.

Un moment particulièrement significatif de solidarité ouvrière, ce fut lorsque le cortège passa devant un grand chantier : les ouvriers

saluèrent les sidérurgistes poings levés sur les échafaudages le cortège s'arrêta et scanda à l'unisson : « Français-immigrés, mêmes patrons, même combat ! »

Marche sur Solmer le 23 mai

Marseille, correspondant.

L'INTERSYNDICALE de Solmer a décidé d'organiser le 23 mai une marche sur Solmer. A 15 h ce jour-là, se tiendra un meeting sur le site de Fos. Les unions départementales (UD) CGT et CFDT ont décidé de soutenir cette initiative. Mercredi les travailleurs de Solmer ont fait des collectes lors des manifestations de la fonction publique qui ont rassemblé des milliers de personnes dans le département.

Les travailleurs de Solmer élèvent leur niveau de lutte face à un patronat de choc à l'image du premier ministre Raymond Barre. Alors que l'inspection du travail a décidé d'annuler le licenciement de deux délégués syndicaux, le directeur fait appel et maintient les huit mises à pied. Face à ce mépris des travailleurs, face à la répression, la marche du 23 mai peut être l'occasion pour tous les ouvriers de la région d'affirmer leur solidarité avec la Solmer et leur volonté de faire plier les patrons.

Le Parti communiste marxiste-léniniste appelle ses militants et sympathisants à se mobiliser dans les sections syndicales pour cette marche et à y participer nombreux.

HD

Encore un mort à Usinor-Dunkerque

JEUDEI dernier, Gérard Bryché, un jeune ouvrier de 29 ans, marié et père d'un petit garçon de deux ans, a été tué au cours d'un accident du travail à Usinor-Dunkerque. Employé par la société Herlicq, il a été électrocuté lors d'une opération de branchement au quai à coke No 2.

Samedi, porte de Pantin à Paris, c'était la fête du MRAP

SAMEDI, porte de Pantin à Paris, c'est la fête du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples (MRAP). Et puis, à l'horizon, quatre bus bleus grillagés que vous connaissez bien, ils sont maintenant toujours la toile de fond de toute manifestation populaire.

Sous le chapiteau où se tiennent les stands des différentes éditions et organisations, on peut voir en particulier celui de l'Association médicale franco-palestinienne ainsi que le Front sandiniste (Nicaragua) et l'ANP (Azanie).

Lors du forum sur la situation légale et administrative des immigrés, il devait être souligné qu'aujourd'hui, la principale forme de racisme, c'est celle qui frappe les travailleurs immigrés. Racisme orchestré par l'Etat : cinq projets de loi visant à rendre encore plus précaire la situation des immigrés risquent de passer à cette session parlementaire.

Au travers des immigrés, c'est l'ensemble des travailleurs qui sont visés. Aussi la solidarité français-immigrés s'impose-t-elle dans la lutte antiraciste. Solidarité qui doit revêtir une dimension européenne puisqu'au total, il y a 13 millions d'immigrés dans les neuf pays de la communauté.

Un auditoire nombreux a écouté ces différentes interventions. Dommage que le forum sur Chicharanski et l'antisémitisme en URSS n'ait pas eu lieu.

ERRATUM

Dans notre compte-rendu de la rencontre avec les sidérurgistes à Fameck en Lorraine (No 1093 daté du 16 mai), nous indiquions par erreur que la motion de solidarité aux sidérurgistes, qui fut transmise par des travailleurs de La Ciotat, avait été signée par 1 500 travailleurs de la navale. Il s'agissait, en fait, de 1 500 travailleurs de la région.

Usines Sollac (Moselle)

Les fondeurs se fâchent

Thionville, correspondant.

LES usines Sollac, qui fabriquent de la tôle, notamment pour l'automobile et la conserverie, s'alignent le long de la vallée de la Fentsch près de Thionville. A un bout de la chaîne, les hauts fourneaux de Patural qui livrent la fonte à l'aciérie. Puis viennent les laminaires à chaud, et deux kilomètres plus loin, les laminaires à froid.

A Sollac, ça tourne à plein malgré la crise (plus de deux millions de tonnes par an), ce qui n'empêche pas la suppression de 2 000 emplois. Mais ça risque de ne plus tourner du tout à partir du 21 ou 22 mai, parce que les fondeurs qui en ont ras-le-bol, viennent de déposer leur tablier.

Ils se battent sur un cahier de revendications qui date de plusieurs années et qui comprend en particulier la demande d'un septième homme au plancher de travail, la fin de disparités anormales de salaire pour des ouvriers qui font un travail semblable et diverses revendications concernant l'hygiène et la sécurité.

Tout d'un coup, la colère a pris. Le mercredi 16 mai, il n'y avait pas d'eau chaude dans les douches : c'était la goutte d'eau qui faisait déborder le vase !

Devant la solidité de ce mouvement inattendu, la

direction s'est résignée à mettre les charges d'arrêt pour deux hauts fourneaux et le troisième est mis en veilleuse. En réalité, la direction de Sollac compte assurer le ravitaillement en fonte par des usines extérieures : hauts fourneaux de Dullingen en Sarre et éventuellement d'Uckange (Moselle) et laisse pourrir la grève.

Les fondeurs, eux, n'ont pas le choix : ils s'opposent à ce ravitaillement extérieur en bloquant la voie ferrée qui relie le réseau SNCF à l'aciérie de Sollac. Les patrons citent quatre délégués en référé et refusent toute négociation aussi longtemps que la voie restera bloquée. Les juges tranchent lundi. Le lock-out est dans l'air. Les cadres et la maîtrise de Sollac ont déjà été mis en condition en prévision de l'arrêt général imminent de l'aciérie et du laminoir.

C'est une situation qui fait penser à celle de la Solmer. Les mille ouvriers de Sollac seraient-ils activement solidaires d'une centaine de fondeurs dont la colère est amplement justifiée ? En tout cas, les syndicats CGT et CFDT appellent les travailleurs à répliquer à un éventuel lock-out. Que la lutte s'engage à Sollac, voilà qui contribuerait fortement à maintenir le moral des sidérurgistes de Longwy qui se battent dur à quarante kilomètres de là.

Libération des 5 inculpés de Longwy !

SUITE aux provocations policières de la nuit de jeudi 17 à vendredi 18 à l'encontre des sidérurgistes de Longwy, quatre travailleurs ainsi que le camarade Gérard Privas, envoyé spécial du *Quotidien du peuple*, ont été arrêtés et sont inculpés. Il s'agit d'une nouvelle provocation intolérable du pouvoir. Exigeons leur libération.

Grève en alternance dans l'usine d'eau minérale Perrier

Nîmes, correspondant

LA verrerie du Languedoc, à Vergès dans le Gard, est placée sous la même direction que l'usine d'eau minérale Perrier. Elle s'occupe de la fabrication des bouteilles, aussi les travailleurs, avec leurs sections syndicales CFDT et CGT, ont-ils décidé une action commune pour faire aboutir leurs revendications. Une grève a été décidée en alternance, un jour l'usine Perrier, un jour la verrerie. Les revendications sont les mêmes : 5e semaine de congés payés, 35 heures par semaine sans diminution de salaire, améliorations sur les prestations sociales, revalorisation du point.

Mardi 15 mai, c'est l'usine Perrier qui était en grève (cf. article précédent). Mercredi 16, c'était donc au tour de la verrerie. Les modalités étaient un peu différentes : 3 heures de grève par poste, découpées en tranches d'une heure, ce qui pratiquement suffit à casser toute la production de la journée. La grève est suivie très majoritairement par 80 % environ des ouvriers et se poursuivra toute la semaine. Pour vendredi 18, les ouvriers ont décidé de débrayer quatre heures par poste. Les négociations sont en cours et n'ont pas abouti. Il faut préciser que la verrerie emploie 700 ouvriers.

XXIII^e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

(2)

Premières réflexions

Jacques Jurquet

La première partie de cet article a été publiée dans le numéro 1096.
Vous pouvez la commander à l'administration

LA POLITIQUE GISCARDIENNE

DES la première phrase de son analyse de la politique du pouvoir des monopoles, la résolution du 23e congrès en escamote tout un aspect. Pour le PCF, cette politique aboutit à une « vassalisation » de la France vis-à-vis des Etats-Unis. Il s'efforce même d'en dresser le processus chronologique, en le démarquant par quatre dates : 1969 (resserrement des liens avec les Etats-Unis), 1974 (inflexion dans ce sens, par le renforcement des groupes capitalistes à vocation multinationale, grâce à l'accession de Giscard d'Estaing à la présidence de la République), 1976 (particulière détermination dans la poursuite de cette politique grâce à l'avènement de Barre à la tête du gouvernement — voilà qui plaira à Chirac !), mars 1978 (brutale accélération et développements nouveaux).

Ce sont là des affirmations unilatérales, qui sont imposées avant même la prise en considération des manifestations concrètes de la politique en cause. Cette thèse est présentée comme une certitude avant qu'en soient étudiés sérieusement tous les éléments. La France « giscardienne » serait américanisée, délibérément soumise à la stratégie mondiale de l'impérialisme américain.

Voilà qui tourne complètement le dos à une analyse approfondie développée sous le signe du matérialisme dialectique, prenant en considération tous les éléments unifiés ou opposés d'un phénomène. Et voilà qui constitue l'origine d'une ligne politique dont le résultat objectif détournerait la lutte de classe des travailleurs de leur cible principale, la bourgeoisie capitaliste monopoliste de France, si ces derniers, y compris des militants de base du PCF, ne la rectifiaient d'eux-mêmes dans la période actuelle, surtout à l'occasion des actions syndicales.

Les capitalistes français et l'Etat à leur service agissent avant tout pour défendre, conserver, perpétuer et augmenter leurs privilèges et intérêts de classe. Leur politique est effectivement une politique capitaliste. Mais c'est une analyse dogmatique et non dialectique que de ne pas en

discerner les contradictions réelles avec l'impérialisme américain, comme avec les autres politiques capitalistes des Etats ouest-européens. D'ailleurs, il est assez évident que les dirigeants soviétiques eux-mêmes, ne méconnaissent pas de telles réalités, puisqu'ils s'emploient visiblement à en exploiter les conséquences. N'oublions pas que Brejnev n'a pas hésité à s'ingérer ouvertement dans les affaires du peuple de France, quand il fit, voilà quelques années, intervenir publiquement son ambassadeur en faveur de Giscard d'Estaing. Cependant, il ne faut pas voir dans ce fait une contradiction insurmontable entre la politique des dirigeants du PCF et celle des Soviétiques : il s'agit, en réalité, de deux tactiques différentes parfaitement conciliables, mais évidemment dans la coulisse. Les sourires de la « détente » et les accusations d'assujettissement aux Etats-Unis servent en définitive la même stratégie.

1) Austérité, chômage et abandons

Ce paragraphe comporte la description détaillée des manifestations économiques et sociales effectives de la politique de Giscard-Barre, activement soutenus par la majorité issue du scrutin législatif de mars 1978.

Quel ouvrier, quel salarié, quel licencié ou menacé de licenciement, quel petit paysan, quel enseignant ne retrouverait pas ici, en gros sinon dans chaque détail, une partie de ses propres préoccupations ?

Il y a même un début de contradiction avec les affirmations du paragraphe précédent quand se trouvent invoquées les « firmes multinationales », en nuancant leur caractérisation par la précision qu'elles sont « à base française ». Il y a aussi des affirmations très discutables qui éludent les contradictions aiguës entre monopoles français et américains ou d'autres pays capitalistes. Nous ne croyons pas, quant à nous, que la politique de la bourgeoisie capitaliste de France vise « à aliéner l'indépendance dans des secteurs essentiels des biens d'équipement, de l'électronique et de l'informatique professionnelle ». La 7e session de notre comité central a démontré justement que les criminelles mesures de restructuration en cours et le 8e plan manifestent avec éclat une volonté de « moderniser » l'industrie française pour en tirer des profits toujours plus grands, les profits maxima, en déplaçant ses activités essentielles vers des secteurs nouveaux, notamment l'électronique.

Il est également faux d'affirmer que l'exportation est développée « au détriment des besoins nationaux dans les télécommunications, le matériel de transport ou le nucléaire ». Sans pour autant abandonner tout ce qui justifie la lutte de classe dans ces secteurs, nous ne croyons pas conforme à la réalité d'affirmer que les exportations, dont ces secteurs industriels fournissent les marchandises et les travaux, ont eu pour conséquence la disparition globale de 500 000 emplois en quatre ans. Ici, le désir de démontrer le prétendu assujettissement de la France à l'étranger conduit le PCF à des affirmations si excessives qu'elles ne comportent aucune crédibilité. Ce ne sont pas les exportations qui provoquent le chômage, mais la crise globale et les mesures autoritaires de restructuration dans l'industrie.

Notons enfin que sur 3 000 à 3 500 lignes que compte la résolution, dix lignes un quart seulement sont consacrées aux « départements et territoires d'outre-mer » (sic). Prenons acte que leur contenu marque un recul par rapport au discours d'ouverture. En effet, Georges Marchais avait proclamé que le PCF soutenait les revendications des partis « communistes » de ces pays, à savoir : « un statut d'autonomie démocratique et populaire dans le cadre de la République française ».

Cette formule para-colonialiste, identique à celle avancée autrefois, dans la fameuse période de « l'Union française » vis-à-vis des peuples colonisés, a disparu de la résolution finale du 23e congrès. Sans parler d'indépendance en leur faveur, cette dernière indique que « ces peuples se voient contestés les libertés fondamentales, dénié le droit à disposer de leur sort ». Il est vraisemblable que le vieil esprit des théories thoriennes vis-à-vis des colonies ne passe plus aussi facilement qu'autrefois dans les rangs du PCF... Les guerres populaires de libération nationale anticolonialistes au Vietnam, au Cambodge, au Laos, en Algérie, etc., ont pesé d'une certaine efficacité sur la vieille ligne de Thorez à laquelle reste accroché Marchais. Mais il en demeure quelque chose puisque la résolution parle encore de pays et peuples colonisés par la France en recourant à la terminologie coloniale : « Départements et territoires d'outre-mer » et n'invoque que le droit à l'autodétermination là où les communistes de la puissance colonialiste devraient appeler à l'indépendance pour appliquer les principes léninistes et respecter les enseignements de l'histoire.

2) La vassalisation

Voici un nouveau paragraphe où les contre-vérités, et pas seulement les interprétations erronées, l'emportent largement.

L'unilatéralité que nous avons démontrée et critiquée débouche en force sur une ligne dont on va bien devoir constater qu'elle met en opposition, sur l'Europe, le PCF et ses homologues italien et espagnol. La cohérence de cette analyse et de ses conséquences se fonde sur des contre-vérités :

« Le grand capital et son pouvoir... ont fait de l'intégration européenne et atlantique, de la vassalisation de la France à l'égard des Etats-Unis et de la République fédérale d'Allemagne, une orientation déterminante de leur stratégie ». La preuve ? La résolution la voit dans le fait que « les firmes multinationales à base française consacrent une part croissante de leurs investissements à l'étranger ».

Il y a là certainement une part de vérité, un aspect du développement du capitalisme français, mais une part seulement, et il importe de ne pas en tirer des conclusions aussi unilatérales qui ignorent les autres aspects de ce développement.

Ne serions-nous pas ridicules, nous-mêmes, si nos légitimes protestations contre les exportations françaises de capitaux, d'usines et de main-d'œuvre en URSS et dans les pays de l'Est, nous servaient de prétexte pour dénoncer une prétendue « vassalisation de la France à la superpuissance soviétique » ?

Nous proclamons qu'une telle politique est dangereuse et renforce le social-impérialisme, nous constatons qu'elle s'accompagne de positions rejoignant l'esprit de conciliation qui mena avant guerre aux accords de Munich avec Hitler. Mais nous n'en déduisons pas pour l'instant que le capitalisme français se soumet de bon gré à l'impérialisme plus puissant de l'URSS.

Le plus contradictoire dans la position du 23e congrès, c'est d'ailleurs justement qu'il proteste contre les insuffisances, à son goût, des échanges avec ces prétendus « pays socialistes ».

Par-delà des affirmations n'enfonçant que des portes ouvertes depuis longtemps, relatives à la place de la France capitaliste dans l'OTAN, le 23e congrès s'élève aussi contre les ventes d'armements de notre pays. S'il n'a pas tort sur le fond, il convient de noter qu'il ne dit mot des ventes similaires, mais combien plus volumineuses, effectuées par l'URSS dans le monde entier. Et si nous condamnons nous-mêmes toute vente d'armements « à des régimes fascistes et racistes », nous ne nous opposons nullement à des accords commerciaux de la France avec des pays effectivement socialistes, comme la République populaire de Chine. N'oublions pas à cet égard les manœuvres des représentants du Parti communiste français dans les organismes internationaux pour empêcher de tels accords.

Mais nous arrivons à la question de l'Europe. Il y a là immédiatement une contre-vérité. Ce n'est pas parce que nous luttons contre la bourgeoisie capitaliste française que nous devons recourir à des arguments non fondés. Il y a certes suffisamment de vérités à invoquer pour condamner sa politique. Ainsi, contrairement à ce qu'expose la résolution du 23e congrès, « le pouvoir giscardien » ne s'est pas « affirmé comme l'artisan le plus zélé de l'intégration européenne ». Les contradictions entre les chefs d'Etat capitalistes français et allemand ont déjà éclaté ouvertement sur ce point et rien ne doit nous inciter à les ignorer.

Par ailleurs, pourquoi prétendre que « sont prises à l'étranger » les décisions de restructuration de « secteurs entiers de notre économie comme la sidérurgie, les constructions navales, le textile ou la chimie », alors que, du point de vue du gouvernement et du patronat, ces restructurations visent deux objectifs indissociables : préserver et accentuer les profits capitalistes en renforçant la compétitivité internationale de l'industrie française. Ces mesures correspondent à la crise mondiale qui aiguise la concurrence entre les Etats capitalistes.

Nous sommes en présence d'une manifestation aiguë des contradictions internes entre Etat et monopoles capitalistes français, allemands et d'autres pays.

Après tout, si l'on suivait le PCF dans cette analyse, on pourrait aussi créditer les partis communistes d'Italie et d'Espagne de vouloir favoriser la « vassalisation » de leur propre pays, puisque ces deux partis ont, sur la question de l'union européenne, des positions opposées à celles de leur parti frère français.

Enfin, la résolution affirme que « les forces réactionnaires et social-démocrates » veulent « abandonner dans les instances communautaires la règle de l'unanimité au profit de celle de la majorité » et conclut « ainsi, l'étranger dicterait sa loi à la France ».

Nous ignorons sur quels faits précis, sur quelle déclaration ou document se fonde cette accusation. Pour notre part, nous lutterions ou non contre l'application de la règle de la majorité en fonction du contenu des questions en discussion. Au demeurant, nous luttons contre le caractère capitaliste des Etats qui constituent la Communauté européenne et nous lutterons contre toutes les mesures qui seront susceptibles de favoriser et renforcer l'exploitation capitaliste des peuples ouest-européens. Au passage, signalons que nous nous opposerons à toute décision qui serait prise pour porter atteinte aux intérêts des petits et moyens paysans français, tant dans le cadre des organismes de l'Europe verte déjà en fonction, qu'à l'occasion de l'élargissement de l'Europe à la Grèce, à l'Espagne et

au Portugal.

Finalement la ligne fixée par le 23e congrès du PCF ne peut rester cohérente qu'à condition de s'appuyer sur un certain nombre de falsifications. Ne partant pas des réalités effectives de la situation, elle risque fort, à terme, de déboucher sur de nouveaux échecs et de soulever de nouvelles et graves désillusions parmi les camarades de la base qui lui accordent leur confiance. Alors la volonté de Giscard d'Estaing de voir réduite à 15 % l'influence électorale du PCF pourrait enregistrer un certain succès.

3) L'objectif politique majeur

Pour faire accepter ses vues, positions et propositions contraires aux réalités et ne correspondant pas aux exigences de la situation internationale, la résolution du 23e congrès du PCF les accompagne d'analyses susceptibles d'obtenir le plein assentiment des travailleurs. Disons-le sans détour : nous pourrions faire un article de notre journal signé par notre parti, avec tout ce qui figure dans ce paragraphe. En voici un extrait, nos lecteurs et camarades pourront chercher s'ils ont quelque désaccord avec ce qui s'y trouve exposé : « ... Dans le pays, le pouvoir giscardien... fait preuve de complaisance à l'égard de ceux qui professent le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie. Il s'en prend au droit de grève, à diverses formes de la liberté d'expression comme le droit d'affichage, au droit de manifestation... Il organise un véritable quadrillage des grands moyens d'information transformés en instruments de manipulation de l'opinion... Il tente en permanence d'opposer... les travailleurs les plus défavorisés et les autres salariés... les chômeurs et les travailleurs ayant un emploi... les travailleurs français et immigrés... les salariés des villes et les travailleurs de la terre... ».

Le paragraphe s'achève en dénigrant les efforts du pouvoir pour assurer le concours du Parti socialiste, évidence que les dirigeants du PCF ont beaucoup trop longtemps dissimulée aux masses populaires et à leurs propres adhérents de base.

LA POLITIQUE DU PARTI SOCIALISTE

VOICI un passage de haute voltige ! Les dirigeants qui connaissent parfaitement les enseignements et principes de Lénine, de Dimitrov et, dans certaines circonstances, leur rappel et mise en œuvre par Maurice Thorez, sur la tactique de l'unité avec les socialistes, les ont délibérément violés pendant vingt ans, et même davantage.

Eh bien, ils ont réussi à faire avaliser par le 23e congrès de leur parti qu'ils ne sont coupables en aucune manière de l'échec de mars 1978 et, mieux encore, que les seuls coupables sont les dirigeants du Parti socialiste !

Fallait le faire, comme on dit, et ils l'ont fait. Sans aucune autocritique. Mais tous les militants de base sont-ils d'accord ? Il y a fort à parier que non. Ici se situe une différence fondamentale entre ces gens et nous-mêmes sur le plan de l'idéologie. Ils ne reconnaissent pas leurs erreurs, ils écartent toute autocritique, ils constatent l'échec, feignent un virage temporaire, et, nous le verrons plus loin, préparent leur retour dans la voie sans issue, où ils ont déjà entraîné leurs adhérents et la masse immense de leurs électeurs.

Nous avons une pratique fondamentalement opposée. Nous cherchons constamment à déceler nos erreurs, nous les critiquons et autocritiquons publiquement sans concession et c'est seulement ainsi que la ligne de notre Parti communiste marxiste-léniniste parvient à progresser en s'appuyant

sur le maximum de démocratie à la base. Avons-nous agi autrement pour rejeter et corriger la ligne fondamentalement fautive, issue de notre 11e congrès ?

Tout ce que reproche le 23e congrès du PCF au Parti socialiste, à François Mitterrand et aux autres dirigeants, nous n'avons cessé de le proclamer depuis des années. La rupture qui est intervenue dans « l'Union de la gauche », nous l'avions annoncée comme inévitable dès la signature du Programme commun. A l'époque, on nous traitait de « sectaires » ou de « gauchistes », mais l'histoire nous a donné raison. Elle a confirmé ce que nous avions prévu et annoncé. Et même plus tôt que nous ne pensions. A cet égard, nous voulons avancer quelques précisions.

1) La classe ouvrière ne doit nourrir aucune illusion par rapport aux discours, programmes et promesses des dirigeants socialistes, quels qu'ils soient. L'histoire enseigne qu'ils sont tous des politiciens carriéristes qui commencent, dans leur jeunesse, par affirmer des points de vue d'extrême gauche pour finir dans la confortable position de « gérants loyaux du capitalisme ». C'est ainsi. C'est une loi qui fait partie intégrante de l'idéologie politicienne bourgeoise de tout leader social-démocrate. En attestent les biographies politiques de Léon Blum, Vincent Auriol, Paul Faure (secrétaire général de la SFIO jusqu'en 1940, dont on a vite oublié les méfaits : il finit comme conseiller national de Pétain), Guy Mollet, etc. Les héritiers politiques de ces personnages ne sont pas différents. Voyez les biographies déjà avancées et significatives de Mitterrand, Mauroy, Rocard, Defferre... Lourde est donc la responsabilité des dirigeants du PCF qui savaient cela parfaitement, mais n'ont pas hésité à faire ressurgir le PS en faisant de Mitterrand le leader de toute la gauche et en popularisant pendant cinq ans les illusions électoralistes qu'avec audace, ils imputent maintenant aux masses et à la base, au lieu de reconnaître leur très grave opportunisme de droite.

2) Parmi les adhérents du Parti socialiste qui ne cherchent pas à faire carrière se trouvent un grand nombre d'hommes et de femmes honnêtes et sincères. La recherche de l'unité à la base avec eux est légitime et possible. Il est très important de comprendre pourquoi tous ces socialistes sont « anticommunistes ».

Par-delà leur idéologie de classe bourgeoise ou petite-bourgeoise (très peu sont ouvriers authentiques), il convient de constater qu'ils identifient la société socialiste que veulent les vrais communistes avec l'odieux modèle soviétique. On comprend dès lors qu'ils n'en veulent pas ! Pour ce qui nous concerne, nous devons discuter avec les socialistes, leur montrer que l'URSS ne justifie plus du tout la qualité de « pays socialiste » et nous devons leur ouvrir d'autres perspectives. Souvent, ils sont sincèrement hostiles aux crimes et aux injustices de la société capitaliste. C'est une raison solide pour essayer de nous unir à eux, à la base, dans différentes actions. Nombre d'entre eux sont écœurés, tant par l'échec de mars 1978 que par les rivalités politiciennes de leurs dirigeants. Des conditions favorables existent pour le dialogue entre eux et nous.

3) Aux camarades de base du PCF, il convient d'expliquer qu'aucune possibilité sérieuse d'unité d'action à la base entre eux et les socialistes ne connaîtra d'ampleur décisive tant que le PCF apparaîtra comme lié au Parti et à l'Etat soviétiques. Peut-être, est-ce tragique d'avoir à le dire pour un vieux communiste, mais aujourd'hui, l'antisoviétisme n'est plus de l'anticommunisme quand on condamne la politique de l'URSS au nom de l'anti-impérialisme et de l'antifascisme. Il n'y a absolument plus rien de vraiment positif dans le bilan actuel de la politique intérieure et internationale soviétique. Tant que le PCF s'obstinera dans sa complicité de fait avec la politique étrangère de l'URSS, tant que son indépendance totale vis-à-vis du parti de Brejnev n'éclatera pas comme une réalité irréversible, la voie de l'unité des forces populaires en France restera inaccessible et bouchée. Et la bourgeoisie capitaliste de droite continuera à imposer sa politique antiouvrière et antipopulaire au peuple de notre pays. En ce sens, la ligne issue du 23e congrès du PCF maintient les classes laborieuses de notre pays dans l'impasse. Sans changement fondamental de la politique internationale du PCF encore trop assujettie à celle du social-impérialisme soviétique, aucun changement réel de la situation en France ne pourra intervenir de façon durable.

INTERVIEW D'ILAN HALEVI, JOURNALISTE ISRAËLIEN ANTISIONISTE (3)

Nationalité : musulman ...

Propos recueillis par Serge Forest

DANS nos éditions de jeudi et de vendredi derniers, Ilan Halevi, un journaliste juif israélien, antisioniste, qui vit actuellement à Paris, nous a parlé du plan d'autonomie que prépare Begin pour les territoires occupés, plan visant en fait à la légalisation définitive de l'occupation sioniste de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi que du caractère raciste du fondement même de l'État d'Israël.

Il continue aujourd'hui en abordant la question de l'exploitation et des conditions de vie des travailleurs arabes qui, résidant en Israël ou venant des territoires occupés, sont contraints de vendre leur travail aux patrons sionistes pour survivre.

Serge FOREST : Tu peux donner des exemples de la manifestation de l'Etat sioniste, du régime sioniste sur la vie quotidienne des Palestiniens et des Arabes qui vivent en Israël ?

statuts des organisations sionistes et on ne peut pas y vendre un appartement à un non-juif.

En prison la nuit

S. F. : Ça veut dire que les travailleurs arabes qui travaillent dans les entreprises agricoles ou industrielles ne peuvent pas habiter sur place ?

I. H. : S'ils travaillent dans ces villes de développement, non. Ils ne peuvent pas habiter sur place. Ils peuvent, en principe, se loger dans les villes qui n'ont pas le statut de ville de développement, comme Haïfa, Tel Aviv ou Jérusalem. Et là, effectivement, il y a un marché libre de l'immobilier. Là, en principe, un Arabe citoyen israélien a le droit de se loger...

Mais, de plus, aujourd'hui, une grande partie des travailleurs palestiniens viennent des territoires occupés. Ils ne sont pas citoyens israéliens. En tant que résidents des territoires occupés, ils n'ont pas le droit de résider dans les villes entre 1 h et 3 h du matin.

S. F. : Ce qui, en pratique, leur interdit d'y habiter ?

I. H. : Oui et ce qui fait que, quand ils y habitent, ils sont soumis à la persécution policière et que leurs employeurs, pour tourner cette loi, enferment leurs employés la nuit de l'extérieur en disant : comme

ça, ça nous évite de perdre la matinée à aller les chercher au poste de police. Et cette pratique qui consiste à enfermer des travailleurs palestiniens dans des hangars ou des soupentes est extrêmement répandue et souvent très meurtrière. Il y a souvent, en hiver, des incendies provoqués par des incidents de chauffage et les ouvriers sont piégés dans les hangars ou les soupentes où ils sont enfermés.

S. F. : Donc, non seulement, ils vivent dans des bidonvilles, mais en plus, ils y vivent en prison la nuit ?

I. H. : Ceux des territoires occupés y vivent en prison la nuit parce qu'en principe, il n'ont pas le droit d'y vivre.

On peut donner d'autres exemples. Au niveau de l'Etat civil, les cartes d'identité israéliennes ont une mention. En hébreu, c'est « Le'om », ce qui pourrait se traduire par « nationalité ». Le mot arabe correspond en dessous, puisque les cartes d'identité sont rédigées en hébreu et en arabe, c'est « Milla » qui veut dire « Communauté ». En face de cet article, sur la carte d'identité, par exemple, il y a marqué juif. Sur la carte d'identité d'un Arabe palestinien, il y a marqué arabe.

Il y a des discriminations tout à fait particulières parce que l'Etat d'Israël ne reconnaît pas les Arabes. Il ne reconnaît que les juifs. Les autres sont des non-juifs, et ils sont divisés en minorités. Ces minorités, ce sont les musulmans arabes qui sont considérés comme Arabes, mais aussi les chrétiens qui, bien qu'étant Arabes, sont considérés comme chrétiens, les druzes, qui, bien qu'étant Arabes, sont considérés comme druzes, les bédouins qui, bien qu'étant arabes, sont considérés comme bédouins, et chacune de ces communautés, chacune de ces minorités a un statut particulier. Par exemple, les druzes et les bédouins sont soumis à la conscription obligatoire, les chrétiens en ont le droit mais ils ne sont pas obligés, les musulmans qui constituent la majorité n'ont pas le droit d'être dans les forces armées. (...)

S. F. : Au niveau des emplois et des salaires,



Des dizaines de milliers de Palestiniens font tous les jours des dizaines de kilomètres pour aller travailler chez les patrons sionistes. La résidence dans les villes leur est interdite.

est-ce qu'il y a des différences ?

I. L. : Depuis 1966, c'est-à-dire l'abolition du gouvernement militaire pour les Arabes citoyens d'Israël et leur admission à la centrale syndicale unique, la Histadrout, il y a en principe égalité des salaires entre ouvriers juifs et ouvriers arabes israéliens. Ceci évidemment, ne vaut pas pour les Arabes palestiniens des territoires occupés qui, eux, sont soumis à d'autres réglementations et n'ont pas les mêmes droits, ils n'ont, en particulier, aucun droit syndical. Pour eux, le marché noir de l'emploi domine, et ils travaillent à des salaires qui sont équivalents au quart ou au tiers des salaires en cours chez les ouvriers israéliens.

Les travailleurs arabes les moins rémunérés

S. F. : Ils représentent quelle proportion des arabes des territoires occupés qui travaillent en Israël ?

I. H. : Ils doivent maintenant représenter la majorité, quelques chose comme de 50 à 60 % de la force de travail arabe en Israël. En ce qui concerne maintenant les arabes citoyens israéliens, ils ont en principe les mêmes droits. Et à travail égal, ils ont effectivement un salaire égal. Sauf que, d'une part les ouvriers juifs bénéficient d'un ensemble d'avantages sociaux qui passent par le biais des organisations sionistes ou communautaires et dont les ouvriers arabes ne bénéficient pas. Mais surtout, la situation de travail égal est une situation limitée, qui existe, mais dans l'ensemble, il y a une

stratification au niveau de la qualification qui fait que les travailleurs arabes, même israéliens, occupent les couches les plus basses, les moins rémunérées de l'économie, que les travailleurs israéliens d'origine orientale en occupent les moyennes et que ce sont essentiellement des juifs d'origine européenne qui constituent la maîtrise, les cadres et le patronat.

S. F. Est-ce qu'il est pensable, par exemple, de trouver un arabe citoyen israélien dans l'administration ?

I. H. : Dans la police, oui. Au niveau de la collaboration administrative et surtout au niveau des forces de répression, il y en a. Ce sont des collaborateurs comme tous les régimes coloniaux qui en ont eu. A mon avis, il n'y a pas une chose qui restitue aussi bien une situation coloniale que la collaboration. Mais il est bien évident que dans la haute administration, tant étatique qu'économique, dans la grande bureaucratie syndicale, les arabes, s'ils existent, n'existent qu'à titre tout à fait symbolique. C'est l'arabe de service qu'on montre aux étrangers, aux journalistes et aux diplomates.

Arbitraire colonial

S. F. : Au niveau des droits démocratiques, comment est-ce que ça se passe ?

I. H. : Au niveau des droits démocratiques, les habitants des territoires occupés n'ont aucun droit. Ils sont soumis à un régime de gouvernement militaire qui ne leur reconnaît aucun droit d'association, de réu-

nion et d'expression. La presse des territoires occupés est soumise à la censure et les autorités militaires interviennent quotidiennement pour réprimer des activités d'opinion ou de libre expression.

En ce qui concerne l'Etat d'Israël, les arabes citoyens israéliens ont en principe les mêmes droits démocratiques que leurs concitoyens juifs, mais en pratique c'est tout à fait différent car l'opinion publique israélienne est relativement indifférente aux infractions aux droits démocratiques de la population arabe et de l'Etat et les services de sécurité violent quotidiennement les droits reconnus de cette population sans que cela soulève de très grandes réactions. C'est ainsi que les gens sont périodiquement arrêtés, torturés et emprisonnés dans des conditions à peu près similaires à celles de leurs frères palestiniens des territoires occupés et toujours sous prétexte de répression d'activités hostiles à la sécurité de l'Etat. Il faut savoir que les Britanniques eux-mêmes ont laissé aux Israéliens un arsenal de lois d'urgence tout à fait exemplaires dans le domaine de

l'arbitraire colonial qui permettent en fait d'arrêter n'importe qui pour n'importe quoi sans raison. On voit aussi que la population arabe d'Israël n'a pas le droit, n'a jamais eu le droit, de se constituer une organisation politique, même légale, même démocratique qui soit nationale arabe. Lorsqu'une organisation de ce type a été créée au début des années 1960, « El Ard » - la Terre - cette organisation se proposait de se créer en parti politique arabe légal dans le cadre de la légalité israélienne, elle a été mise hors la loi.

Les intertitres sont de la rédaction.

Suite demain
«Etre israélien,
juif et
antisioniste»

SOUTIEN AUX EMPRISONNES CORSES (2)

Des injustices à la pelle

Dans notre dernière édition, nous relations la garde à vue d'un « patriote corse » alors qu'il était détenu déjà depuis six mois. Voici d'autres faits à verser au dossier.

GISCARD aime se gargariser avec sa « démocratie libérale ». Voyons plutôt les faits. Le 3 avril dernier, le juge d'instruction de Bastia a rendu une ordonnance de non-lieu à l'encontre de Jean Nicolaï, José Stromboni, Louis Sarocchi et Louis Acquaviva. Ils avaient été inculpés d'« utilisation sans autorisation administrative d'une station radio-électrique privée ». Bigre ! De quoi s'agissait-il ?

Il s'agit d'un banal transistor, que l'on trouve en vente libre dans le commerce et que de nombreux citoyens, au-dessus de tout soupçon, possèdent sans contrevenir à la loi !

L'affaire avait éclaté le 21 octobre 1977. Il aura donc fallu dix-huit mois d'instruction, pour que les quatre accusés soient blanchis de cette accusation stupide, que les deux premiers cités fassent 31 jours de détention préventive et les deux autres huit jours !

Citons un autre fait important paru dans Libération du 8 mai : le juge Seguin vient de prononcer un non-lieu en faveur de Maître Vincent Stagnara. Cet avocat avait fait partie de ceux arrêtés en juin 1978 mais laissés en liberté provisoire.

« Les pseudo-charges qui pesaient contre lui, (On retrouvait le même prénom que le sien dans deux lettres saisies chez un militant du FLNC, une serviette lui ayant appartenu y trainait aussi), ont donc été reconnues insuffisantes. Près d'un an pour se faire, c'est beaucoup. A posteriori, cela viendrait accablent la thèse selon laquelle Maître Stagnara n'a été inquiété que pour interdire sa participation à la défense des inculpés dans cette affaire. Exemple type des procédés multiples dont a su jouer la justice pour, très légalement, violer les droits les plus légitimes des prévenus corses.

RACISME

Encore une ratonnade en Haute-Savoie

Anancy, correspondant

A ENTENDRE ses copains, « Moktar, c'est la crème des hommes ; un gars sérieux, travailleur, toujours prêt à rendre service ». Apparemment, Moktar n'a qu'un seul défaut : celui d'avoir un teint basané et d'être Arabe, ce qui ne plaît pas à certains bons Français nostalgiques des temps d'Holocauste.

Qui l'a sauvagement attaqué ? Moktar ne saurait le dire ! En tout cas, ce qui est certain, c'est qu'il a été frappé à la tête jusqu'à ce qu'il soit laissé pour mort ! Retrouvé deux jours plus tard dans un état comateux ; transféré d'urgence à l'hôpital, opéré en catastrophe, il se remet progressivement d'une délicate intervention neuro-chirurgicale.

Dans certaines régions de Haute-Savoie, les agressions contre des travailleurs immigrés se comptent par dizaines et elles se sont soldées déjà par plusieurs meurtres. La victime la plus connue étant sans doute Sissabane Azzouz qui, contrairement à Staviski qui s'était suicidé d'une balle qu'on lui avait tiré à bout portant, se baignait en plein hiver et a perdu pied dans

1,20 d'eau ! (Sic)

Si l'on tient compte du fait qu'une minorité d'affaires « éclatent » au grand jour (pour une agression connue, combien de victimes n'osent pas se faire connaître de peur d'y laisser leur peau ?), il devient dès lors évident que ces chasses à l'homme sont le fait de bandes d'extrême-droite bien organisées qui exercent leur « sport » (favori avec l'assurance de l'impunité la plus totale.

Le cas de Moktar n'est, en effet, pas un accident, une « bavure d'éléments incontrôlés ». C'est le résultat logique de la politique de la majorité actuelle qui essaie de détourner la colère des travailleurs contre les immigrés (« ils nous tiennent à la gorge avec le pétrole et ils viennent encore manger le pain des Français ») et qui envoie des milliers de policiers protéger les meetings néo-nazis, comme ce fut le cas encore à Lyon récemment.

Ce sont des gens comme Giscard-Barre et Stoléru — sans oublier les monopoles qui les soutiennent — qui sont les principaux responsables et pas seulement les minables activistes qui se contentent de jouer le rôle de tueurs à gage. C'est donc avant tout contre eux qu'il nous faut lutter !

SOUSCRIPTION

40 MILLIONS POUR FIN JUIN

Le pain de l'espoir

DES manifestations des petits et moyens producteurs de porcs, à Pontivy et Vassy, l'an dernier, de la lutte des paysans du Larzac et récemment de la montée des ouvriers agricoles à Paris, l'Humanité rouge en a parlé, un peu... C'est bien insuffisant : notre quotidien parle trop peu des luttes, de la vie des travailleurs de la terre.

Pourtant, cette société plus juste où l'ouvrier et le paysan pourront vivre dignement de leur labeur, comment la construirons-nous si, dès à présent, travailleurs des ville et paysannerie laborieuse nous ne nous unissons pas ?

Commune de Paris de 1871, Mai 1968 : la bourgeoisie sait très bien qu'elle se serait faite secouer bien plus encore, si ville et campagne avaient été davantage au coude à coude ; de cette alliance, elle en a une peur bleue, car elle sait que ça l'isole et l'affaiblit.

A cette unité, votre quotidien veut aussi contribuer. Si on saisit bien l'importance de cette question, les occasions ne manqueront pas : soutien à la lutte des paysans du Larzac, bagarre contre la prochaine loi-cadre qui prévoit la disparition de 450 000 exploitations agricoles, etc.

L'Humanité rouge, comme elle a essayé de le faire pour les sidérurgistes, doit aussi trouver sa place dans le combat, se faire l'étendard du parti, son porte-voix qui appelle, pour organiser la lutte et réveiller cette force immense, mais encore trop assoupie des ouvriers et des paysans.

Pour cela bien sûr, il faut de l'argent : ce n'est pas en restant entre quatre murs, qu'on peut enquêter et que l'Humanité rouge pourra dire le vrai. Nos camarades paysans des Côtes-du-Nord, nous avaient rappelé amicalement cette réalité pour rendre plus efficaces nos bonnes intentions quand nous avions parlé de l'« agricultrice ». Anne Marie Crolais, la dirigeante du CDJA qui était passée à la télévision.

Aussi faut-il se déplacer, aller sur le terrain : ce sont des billets de train à payer, des coups de téléphone à donner, etc. C'est de l'argent qui réduit un peu plus vos salaires déjà maigres. C'est du temps qui réduit un peu plus encore les rares loisirs que vous laissez votre travail quotidien, pour faire des souscriptions, qui, comme vous le savez, nous permettent de joindre les deux bouts.

Mais a-t-on vu un combattant avare de ses efforts, quand le combat est juste ?

Puisque tous les jours, Giscard-Barre-Méhaignerie et leurs acolytes de classe veulent rendre la vie du peuple encore plus difficile et le faire sombrer dans la résignation, répondons-leur, faisons que l'Humanité rouge devienne le pain quotidien de l'espoir.

Souscrivons, faisons souscrire pour que continue à vivre l'Humanité rouge.

René BREAND

Liste de souscription

Table listing subscription amounts from various individuals and organizations, including 'Total précédent' and 'Total au 18 mai 1979'.

Pour la première fois sur les écrans. LES LOIS DE L'HGS. ITALITE

Film documentaire, long métrage, en couleur. Réalisé pour la commission culturelle du Comité de coordination des foyers Sonacotra. Lyon Cinéma Familial - 262 rue Duguesclin - 3e. Tous les jours du mercredi 15 au 29 mai (dans le cadre du festival des travailleurs immigrés).

ASSOCIATIONS DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

14 au 26 mai - Les Ulis

Au centre Jacques Prévert, place du Berry (face à la mairie) exposition de photos : « La vie quotidienne en Chine ».

29 mai au 2 juin - Corbeil

Maison de quartier de Montconseil : exposition de photos.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge Quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer

Table with columns for subscription duration (1 an, 6 mois, 3 mois, 1 mois) and Pli ouvert/fermé rates.

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Form fields for Name, Prénom, Rue, Commune, and Code postal.

COMMUNIQUÉ DE LA LIBRAIRIE LES HERBES SAUVAGES

Les deux livres : L'histoire du PC(b) de l'URSS et le Manuel de formation ldu marxisme, du léninisme et de la pensée Mao Zedong sont provisoirement épuisés à la librairie Les Herbes sauvages. Ils seront à nouveau disponibles d'ici un mois et demi.

Par contre, sont disponibles les disques : Liberté par i patriotti (50 F), Urria (38 F) et ASSEC (Comores) (35 F), librairie Les Herbes sauvages, 70 rue de Belleville, 75020 Paris.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

A NOTER NOTRE CHANGEMENT D'ADRESSE

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 201 - 75926 Paris cedex 19

NOM, Prénom, Profession, Adresse complète

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet. Rédacteur en chef : Jean Quercy. Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson. Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel. L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19. CCP : 30 226-72 D La Source. Tel : 205-51-10.

Directeur de publication : Andry Druésne. Commission paritaire N° 57 952. Distribution NMPP. Imprimerie La Nouvelle. Dépôt légal 2eme trimestre 1979.

MAIRIE DE RENNES : 2 ANS DE GAUCHE (1)

NOUS commençons aujourd'hui la publication de l'enquête réalisée par notre correspondant Bretagne, Yannick Dagorn, sur la municipalité PC-PS de Rennes. Urbanisation différente, démocratie élargie, résorption du chômage grâce à un développement volontariste, meilleur statut pour le personnel municipal : telles étaient en résumé les promesses de la gauche à l'orée de son mandat municipal. Telles sont aussi les têtes de chapitre de ce premier bilan.

Beau comme un sou neuf

Ils sont partis joyeux à l'assaut du beffroi. « *Changer la vie, changer la ville* », telle était leur bannière. On allait voir ce qu'on allait voir : la municipalité au service des travailleurs, les grandes réalisations sociales. Mars 1977 : la gauche prend la mairie. Edmond Hervé, le PS, le PC. Plus de deux ans qu'ils y sont. Le temps d'y voir un peu plus clair. Le temps des illusions perdues ? Le temps en tout cas de voir la « différence »... si tant est qu'il y en ait une...

VINGT quatre années, quasiment un quart de siècle, c'est ce qu'a duré la période Fréville. Depuis le 7 mai 1953 où cet historien démocrate chrétien arracha de haute lutte la charge de maire à une bourgeoisie rétrograde — jusqu'à ce 20 mars 1977 où la gauche a pointé son nez à la mairie. Vingt-quatre ans : le temps pour une ville de se transformer. En 1953, Rennes n'est pour ainsi dire qu'une grosse bourgade qui vit des rentes qu'elle pompe sur sa campagne, qui vit de son commerce et de ses services bien plus que de son industrie. Le tissu urbain, c'est beaucoup plus les casernes, les bâtiments administratifs, les écoles (souvent privées) que les grandes usines. Rennes somnole.

Le grand chambardement

Fréville, c'est en quelque sorte « le changement ». Soutenu par le MRP (Mouvement républicain populaire) qui peut paraître alors « progressiste », soutenu aussi par la SFIO, il dé-

boulonne proprement la vieille équipe rassise et timorée de François Chateau. Son objectif : le développement économique accéléré. Comme les entreprises locales étaient trop faibles, on fit appel à des entreprises de taille nationale. Un symbole de cette entreprise (mais il y en a d'autres) : l'implantation des deux usines Citroën.

Ce qui fut baptisé « expansion », se révèle être à l'analyse, un déferlement du capitalisme monopoliste sur la ville. Fréville et son équipe, grands chantres de l'« expansion » rennaise, sont en réalité les valets de pied des grandes entreprises : ils préparent leur installation, les secondent-ils en planifiant la croissance de la ville. Une municipalité de grande ville, c'est avant tout cela, ici comme ailleurs. Et tel qui paraît « progressiste » se révèle à l'analyse être tout le contraire.

Fréville, parti d'un bon pied et le poches bourrées de bonnes intentions, voit dans le même temps s'effondrer tous ses alibis d'humaniste. Il en vient à partager les zones d'influence avec la droite la plus directe-

ment liée aux grands monopoles. Les Gaullistes et les Giscardiens sont couchés sur sa liste aux municipales de 1971, moyennant le report de leurs voix sur son nom aux sénatoriales. Fréville, mis en selle par la SFIO, finit donc par s'encanailler avec les RPR, Le Douarec et Cressard.

LA GAUCHE : CHANGER ÇA

Mars 1977 : Fréville se retire pour écrire ses mémoires. La relève qu'il propose c'est cette fois une droite qui n'a pas son drapeau dans sa poche. Menée par le giscardien, Chaudet, président de la SEMAEB (Société d'économie mixte pour l'aménagement et l'équipement de la Bretagne), elle est le pur produit de la dernière période Fréville, morgue en plus et classe en moins.

En face : ce qu'on appelait alors « l'Union de la gauche ». Le mentor finissant de la social-démocratie bretonne, Michel Philiponeau, a laissé la tête de liste à Edmond Hervé, professeur lui aussi et Saint-Just de province. Associés à l'expédition : le Parti communiste, derrière Christian Benoist et Serge Huber ; l'Union démocrati-



La mairie de Rennes.

que bretonne et les gaullistes de gauche. La liste est savamment saupoudrée de cautions bourgeoises (Rose, ancien directeur d'Havas ; Hutin, de la famille « Ouest-France ») et universitaires, tel Henri Le Moal, ancien recteur de l'académie.

Au matin du 21 mars 1977, ils se retrouvent élus. Elus par de nombreux travailleurs qui leur ont fait confiance et qui, surtout ont voulu barrer la route à Chaudet. Elus, et c'est cela qui a fait la différence, par de nombreux commerçants du centre-ville qui, pour se venger des supermarchés implantés par Fréville, ont donné leurs voix à la gauche, à l'appel de l'Union du commerce. S'ils ont changé de camp, c'est sans doute aussi parce qu'ils avaient eu des gages. Lesquels ? Nous le verrons dans le prochain article.

forcer la vie associative, etc. » Et si le nouveau vent n'était que mots. Et si ces mots n'étaient que du vent. Edmond Hervé a tenu à garder en bonne place dans son bureau le portrait de son prédécesseur. Un signe éclatant de continuité. En somme : le changement... mais dans la continuité.

« On cherche à faire croire à l'opinion publique que les élus sont des "décideurs". En réalité, ils n'ont pas les moyens de décision. » Dans un éclaircie lucidité, Edmond Hervé avoue n'être pas vraiment maître de son bateau et ne pas être capable de le faire changer de cap.

Lui et ses compères continuent cependant à se comporter comme s'ils étaient maîtres à bord. En somme : « Quand les événements nous dépassent, faisons semblant d'en être les organisateurs ».

La ville, œuvre d'une équipe municipale ? Beau mythe. Elle s'inscrit dans un système économique et elle est avant tout l'œuvre du grand capital. Et le pouvoir local d'une grande ville, même s'il se prétend de gauche, est obligé de passer sous les fourches caudines. C'est ce que nous verrons dans les trois prochains articles.

Que vont-ils faire dans cette galère ?

Aujourd'hui, Edmond Hervé est installé dans le fauteuil d'Henri Fréville. Un changement ? En apparence, oui. Un vent nouveau semble souffler. Les mots ne sont plus les mêmes : « *Changer la ville, ren-*

PORTRAIT

Edmond Hervé

COMME tête de liste de l'Union de la gauche en 1977, on attendait Philiponeau... Ce fut Hervé. Il a probablement dû cette accession au premier rôle (ainsi d'ailleurs que sa fonction antérieure de secrétaire fédéral du PS en Ile-et-Vilaine) à sa position centriste au sein du PS rennais. Il ne se situait, en effet, ni trop à gauche aux yeux de la vieille garde social-démocrate ni trop à droite aux yeux des jeunes loups du CERES. Sa récente adhésion au courant Pierret confirme encore, s'il en était besoin, ce rôle de demi de mêlée.

Un maire de 33 ans. Malgré son jeune âge, Edmond Hervé est un vieil adhérent : il est venu à la SFIO en 1966, à une époque où la social-démocratie effectuait sa « traversée du désert » et où se réclamer d'elle faisait un peu sourire. La section ne comptait que quelques membres, tous en âge d'être sénateurs. Son passage au CERES, comme il est expliqué plus haut, s'explique plus par l'opportunité que par la réelle conviction.

Admirateur de Léon Blum auquel il se réfère volontiers, il l'est aussi — mais plus secrètement — de Guy Mollet. Il demeure friand de grands discours, style inauguratoire, tels qu'on aimait en prononcer sous la troisième ou la quatrième République. Il peut s'y ébattre, comme à loisir, sur les contraintes de la démocratie, sur les valeurs de l'indépendance municipale ou sur les grandeurs de l'école libératrice.

Pour ce qui est de la gestion de l'entreprise municipale, il s'y trouve moins à l'aise. Connait-il bien les dossiers ? Il est parfois permis d'en douter au vu de certaines bourdes ou hésitations. Pour masquer ces déficiences, il se compose un personnage de guide intouchable, bardé de hauteur olympienne, voire de morgue.



Edmond Hervé.

